



«Le repli sur soi n'a aucun avenir»

LIVRE. Le Charmeyan Paul Grossrieder vient de publier, en compagnie de la journaliste Brigitte Perrin, un ouvrage sur le génie helvétique. Une vision critique de la Suisse.

JÉRÔME GACHET

Il a 65 ans, elle en a 35. Il a été prêtre dominicain, diplomate au Vatican, directeur général du CICR (1998 à 2002) et profite aujourd'hui de sa retraite chez lui, à Charmey. Elle est journaliste à la TSR et mère de famille. Deux parcours de vie, deux visions différentes de la réalité qui se confrontent dans *En retard au paradis*.

Paul Grossrieder et Brigitte Perrin dialoguent sur les valeurs qui font la Suisse, sans oublier de refaire le monde. Un livre pertinent, critique, sans concessions. Collaborateur régulier à *La Gruyère*, Paul Grossrieder livre son point de vue.

Dans votre livre, vous estimez que la Suisse perd peu à peu ce rapport à l'humanisme. Vous avez dû percevoir le vote sur les minarets comme un coup de grâce...

Paul Grossrieder. Je ne suis pas de ceux qui disent qu'il faut faire revoter le peuple suisse parce qu'il aurait pris la mauvaise décision. Maintenant, il faut assumer les conséquences de ce choix. J'en vois principalement deux: tout d'abord, l'image de la Suisse, connue pour son rôle d'aide ou de médiation sur la scène internationale, a été sérieusement écornée. Il faudra remonter la pente.

Et la seconde?

La Constitution helvétique contient désormais un article discriminatoire, ou du moins perçu comme tel par la communauté musulmane. Là, on se tire une balle dans le pied. Cela va en contradiction avec un pays qui s'est construit par sa capacité à faire cohabiter différentes confessions, origines culturelles et langues.

Dans *En retard au paradis*, vous dites que ce repli sur soi n'est pas dans la manière de penser des Suisses. Pourquoi?

Ici, les gens sont certes méfiants, mais pas fermés. Je fais référence à ma vie en Gruyère, où je vois que les gens ont un esprit critique et un principe de réalité. Ils ne se laissent pas embobiner par n'importe quoi. Or là, les Suisses ont cédé, comme pris de panique. Ils ont été sensibles aux menaces imaginaires brandies par les initiants. Certes, des problèmes concrets existent, comme le statut de la femme qui est parfois très en dessous des exigences des Droits de l'homme, mais ce n'est pas en interdisant les minarets qu'on y répond.

Pensez-vous que cette peur de l'autre était préexistante?

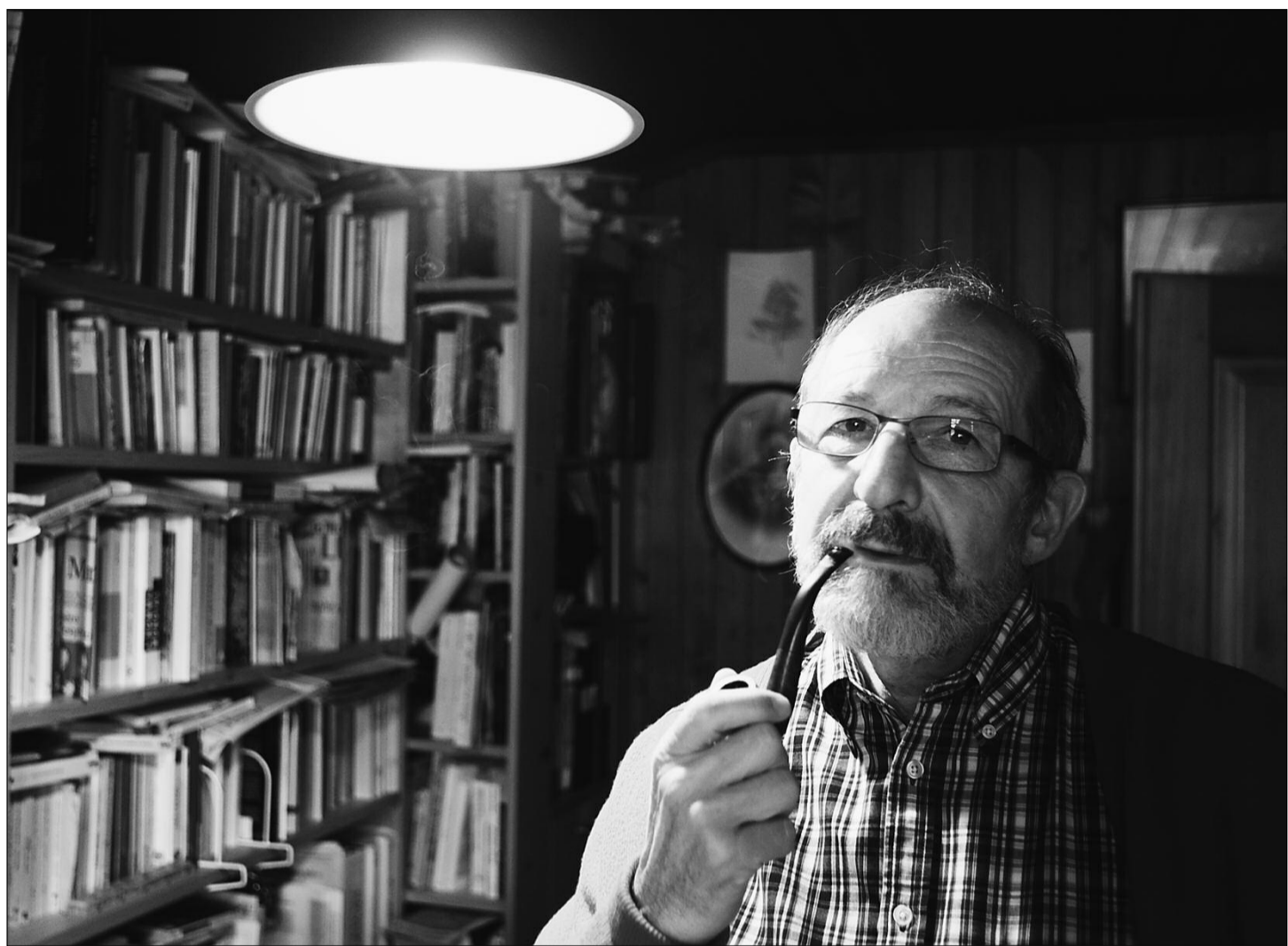
Oui. Il faut se souvenir que Schwarzenbach avait lancé à la fin des années 1960 des initiatives qui étaient du même tabac que certaines de l'UDC. Elles avaient été refusées, mais de peu. Et pourtant, c'est ce même pays qui a créé le Haut-commissariat aux réfugiés qui durcit la loi sur l'immigration ou qui détricote le système social mis en place par Hans Peter Tschudi dans les années 1950.

Vous parlez même d'une honte d'être suisse. Croyez-vous que c'est mieux ailleurs?

Non. Ce que je veux dire, c'est que la Suisse, par sa structure et par le caractère de ses habitants, a tout entre les mains pour avoir une autre approche des autres. Je pense, ainsi que je l'ai déjà dit, à la manière dont la Suisse s'est construite, dans la pluralité, mais aussi aux moyens financiers et au caractère des gens d'ici. En plus, c'est tout à fait dans notre intérêt de prendre notre part aux problèmes du monde.

Que voulez-vous dire?

Sur les questions d'immigration, nous sommes déjà



Paul Grossrieder s'inquiète de l'évolution de la Suisse. CLAUDE HAYMOZ

en retard. Le métissage sera la règle de la société de demain. En Afrique, les gens tra-

versent déjà les frontières par millions. Un phénomène qui va s'accroître et auquel il faut

faire face qu'on le veuille ou non. Au lieu de cela, la Suisse se bloque et se ferme.

Se replier sur soi n'a aucun avenir.

Mais que faut-il faire alors?

Je ne dis pas qu'il faut ouvrir les frontières et que tout ira bien. Il faut d'abord commencer par aider les gens dans leurs pays afin d'éviter des vagues d'immigration importantes. Mais cela coûte. Or, la Suisse n'alloue toujours pas le 0,7% de son produit intérieur brut à l'aide au développement, comme l'avait demandé l'ONU dans les années 1960. Nous en sommes à environ 0,4%, ce qui est largement insuffisant. D'autre part, il faut intégrer les communautés en Suisse. Au lieu de cela, on discrimine, on écarte, on exclut. ■

En retard au paradis. Dialogues autour du génie helvétique, par Paul Grossrieder et Brigitte Perrin, Editions Xenia

L'homme avant la planète

Le Sommet de Copenhague vient de se clore sur un accord limité. Vous, vous allez à contre-courant puisque vous défendez à tel point l'humanisme que vous estimez que la nature doit se mettre au service de l'homme et pas l'inverse...

Je suis un peu caricatural dans le livre afin de contrebalancer le point de vue opposé de Brigitte Perrin. Cela dit, je pense effectivement quand même que la priorité doit être donnée aux êtres humains. Nous devons avant tout nous occuper de problèmes immédiats, comme la crise alimentaire ou le manque d'eau potable.

Les pays du Sud trouvent quand même la pilule dure à avaler. En gros, on leur dit: maintenant que le Nord s'est mis à l'aise en polluant et en puisant dans les ressources énergétiques, restez comme vous êtes, proches de la nature. L'écologie poussée à l'extrême est un peu une préoccupation de riches. Sans être un idéologue du progrès et du scientisme, je suis convaincu

qu'on vit mieux dans les pays industrialisés qu'ailleurs. Tout comme la qualité de vie est meilleure aujourd'hui qu'il y a cent ans. Je n'ose pas imaginer la réaction de mes grands-parents, après la vie qu'ils ont eue, si on leur avait dit qu'ils ont fait tout faux, qu'il ne fallait pas drainer les pâturages, car cela a fait disparaître quelques papillons.

Mais sauver l'humanité et sauver la planète n'est pas incompatible?

Non, mais dans l'ordre des priorités, nous sommes mieux armés pour assurer la survie des hommes d'aujourd'hui que de changer la planète. Je ne suis évidemment pas pour détruire la planète. L'homme devra changer son mode de vie. C'est un fait. Mais si ce long terme tue les préoccupations à court terme, ça m'énerve. Je soupçonne aussi, en toile de fond du Sommet de Copenhague, de gros intérêts économiques. JG

Six immeubles en projet à Marsens

LOGEMENT. Six immeubles d'habitation devraient sortir de terre au printemps à Marsens, à l'entrée du village. La mise à l'enquête a été publiée dans la *Feuille officielle* du 25 décembre. Ces immeubles pourraient être livrés dans le courant de 2011. «Ce projet, nécessitant un investissement de l'ordre de 16 millions de francs, offrira 58 appartements, dont 30 en location et 28 en PPE», précise le Fribourgeois Damien Piller, administrateur de la société immobilière Anura SA. Et de préciser que les entreprises de la région seront sollicitées. «Nous travaillons déjà avec elles pour la Résidence du Moderne, à Bulle.»

Du côté des autorités communales de Marsens, on est enchanté de ce projet, conforme au Plan d'aménagement de détail (PAD). «D'autant que ça fait longtemps que cette parcelle est en zone village, soit à construire», indique le syndic Charles Philipona, nullement échaudé par le fait que Damien Piller soit dans le collimateur de la justice française, pour une affaire de corruption. PR

Le développement hôtelier est mis à l'enquête

GOLF DE PONT-LA-VILLE. Estimée à plus de 25 mio de francs, la première phase de travaux comprend un hôtel de 135 lits et un centre d'affaires.

SOPHIE ROULIN

La première étape de l'agrandissement du golf de Pont-la-Ville a été mise à l'enquête, indique la *Feuille officielle* de vendredi dernier. Elle concerne les services centraux du golf et la construction des structures hôtelières et parahôtelières. Ce qui correspond au projet de développement présenté l'été dernier par le nouveau propriétaire du golf, le groupe français Benedetti (*La Gruyère* du 18 juillet), confirme la directrice

marketing, Martine Müller.

Si l'on se réfère à cette présentation, la première phase permettra au golf de se doter d'un complexe hôtelier de 135 lits (70 chambres), d'un centre d'affaires, de 6 à 8 salles de réunion modulables, d'une salle de réception pour 150 convives et d'une partie abritant des commerces. Ces travaux, estimés entre 25 et 28 millions de francs, ont pour objectif de rendre le golf exploitable à l'année. Ils devraient débuter au printemps prochain, ce qui permettrait au complexe hôtelier d'être opérationnel dès 2012.

Plusieurs autres étapes sont d'ores et déjà au programme, dont un centre de bien-être, 30 à 35 résidences principales et un autre complexe parahôtelier de 100 résidences. Au total, les investissements se monteront à 120 millions. ■